



Fabula / Les Colloques
Témoigner sur la Shoah en URSS

Shoah, censure et état des archives

Pavel Polian



Pour citer cet article

Pavel Polian, « Shoah, censure et état des archives », *Fabula / Les colloques*, « Témoigner sur la Shoah en URSS », URL : <https://www.fabula.org/colloques/document2688.php>, article mis en ligne le 16 Octobre 2015, consulté le 01 Mai 2025

Shoah, censure et état des archives

Pavel Polian

Dans le prolongement d'une « tradition » remontant à la Russie impériale, l'URSS a pratiqué un antisémitisme d'État. Mais à la différence de l'Allemagne, où l'antisémitisme avait revêtu des formes véritablement monstrueuses, il prit en URSS la forme, plus humaine, d'un système de discrimination et d'interdictions publiques et cachées, ainsi que d'une lutte menée contre les « cosmopolites », les « sionistes » et autres euphémismes servant à désigner le peuple juif. Toutefois, il n'existait en URSS, à la différence de la Russie tsariste, ni zone de résidence, ni pogroms ou quoi que ce soit d'approchant. Quant aux allégations sur la préparation d'une déportation en masse des Juifs en 1953, même si elles apparaissent indirectement logiques, elles ne peuvent pas jusqu'à présent être démontrées sur un plan documentaire¹.

Près de la moitié des victimes de la Shoah, si l'on considère l'appartenance étatique des territoires où elles résidaient à la date du 22 juin 1941, ont péri sur le territoire soviétique, mais dans le contexte de la politique qui était celle du régime, il ne pouvait être question d'un quelconque respect envers les victimes juives. La guerre n'était pas encore terminée que les membres de la Direction politique principale de l'Armée rouge (Glavpour) travaillaient déjà à la façon d'en présenter les résultats. Si les tueurs nazis exterminaient la race juive avec le Cyclon-B, s'ils se repaissaient de sang juif, les bolcheviks internationalistes – du moins leur Direction politique – s'efforçaient quant à eux d'effacer la composante ethnique de ce crime monstrueux perpétré par les nazis dans les Auschwitz et les Babi Yar. Cette politique de l'URSS ne consistait pas à sous-estimer le nombre de victimes, mais à faire disparaître l'origine ethnique de celles-ci, autrement dit à remplacer le nom d'un groupe absolument concret de victimes (les Juifs) par un autre, beaucoup plus flou, « les Soviétiques » ou « les civils ».

En voici un exemple concret. Le major général Grichaïev, chef de la section politique de la 60^e armée qui a libéré Auschwitz, en se basant sur les rapports des divisions et sur ce qu'il avait vu lui-même, rapportait au chef de la Direction politique du 1^{er} Front Ukrainien, le major général Yachetchkine qu'à Auschwitz, les Allemands avaient exterminé principalement des Juifs. Au bout d'une semaine et demie à deux

¹ Cf. *Stalinskie deportatsii, 1928-1953. Dokumenty* (Les déportations stalinienne, 1928-1953. Documents), élaboré par N. Pobol et P. Polian. Moscou, Materik-Fond Demokratia, 2005, pp. 773-777.

semaines, Yachetchkine, dans un rapport sur Auschwitz à ses supérieurs de la Direction politique générale de l'Armée rouge (Glavpour), ne disait pas un mot des Juifs et même, lorsqu'il citait des témoins aux noms juifs, les qualifiait obstinément d'après leur citoyenneté et non par leur appartenance ethnique. À l'étape suivante, dans le rapport du chef adjoint du Glavpour Chikine au Comité central du Parti communiste de l'URSS, G. F. Alexandrov, même ces détails avaient été supprimés. Ainsi, en quelques jours, à mesure de sa progression sur cette « verticale », l'image d'Auschwitz dans les rapports était transformée jusqu'à devenir méconnaissable. Les événements concernant presque exclusivement des Juifs sont mentionnés dans le rapport de Chikine, mais les Juifs eux-mêmes, pas une fois² ! La déclaration de la Commission extraordinaire d'État (Tch.G.K.) « Sur les crimes monstrueux du gouvernement allemand à Auschwitz » publiée dans la *Krasnaïa Zvezda* [L'Etoile rouge] à la veille de la célébration de la Victoire, le 8 mai 1945 a donné la note finale. On peut y lire que « [...] au cours de l'existence du camp d'Auschwitz les bourreaux allemands ont exterminé au moins 4 millions de citoyens d'URSS, de Pologne, de France, de Yougoslavie, de Tchécoslovaquie, de Roumanie, de Hongrie, de Bulgarie, de Hollande, de Belgique et d'autres pays. »

Il est à noter que dans cette déclaration, il n'y avait déjà plus la moindre allusion à la judéité. Cela a d'autant plus été le cas dans les documents ultérieurs. Ainsi, dans la conclusion du conseiller de justice D.I. Koudriavtsev, expert et représentant de la Tch.G.K. au procès des criminels militaires constituant le personnel du camp de concentration d'Auschwitz, présentée au Tribunal Suprême de Pologne le 13 décembre 1947, le mot « juif » ne fut pas prononcé une seule fois. Bien plus, des cas patents de crimes perpétrés contre des Juifs grecs, par exemple, sont définis dans la conclusion comme des crimes contre les Grecs³. La volonté de faire disparaître la composante ethnique de ce qui s'était passé à Auschwitz est tout à fait évidente.

Imaginez donc ! « La Shoah de civils soviétiques » ! La Catastrophe juive, mais sans Juifs !

On passait ainsi sous silence la tragédie de l'extermination du peuple juif non seulement dans les camps de la mort installés sur le territoire polonais, mais dans les innombrables ravins, Shtetl et ghettos situés sur le territoire soviétique. Par contre, on diffusait largement des rumeurs sur ce qu'on appelait le « front de Tachkent », c'est-à-dire sur la lâcheté collective des Juifs qui auraient été évacués et planqués à l'arrière ou, s'ils s'étaient retrouvés au front, à des postes d'état-major sans risque.

² Pour plus de détails, voir : P. Polian, *Svitki iz pepela* (Des rouleaux de cendre), Moscou, 2013, pp. 50-63.

³ GARF (Archives d'État de la Fédération de Russie), Folio 7021, Op. 108. D. 38.



L'une des conséquences de ce traitement officieux du thème de la Shoah a été son exclusion de fait du champ des recherches scientifiques. Jusqu'à la fin des années 1980, il faisait partie des sujets les plus tabou de l'histoire russo-allemande, à côté du Goulag, de la déportation, de la famine, etc. La tragédie effroyable de l'ethnocide d'une nation absolument concrète, à savoir les Juifs, a été consciemment sacrifiée à un mythogène de la propagande, celui des souffrances cumulatives d'une communauté abstraite appelée « peuple soviétique ».

Cela a commencé, rappelons-le, pendant la guerre, à mesure que se révélèrent le caractère et la dimension anti-juifs des crimes allemands. Quand la guerre fut finie, il subsistait encore des espoirs d'une renaissance juive, les signes les plus évidents semblaient en être la faveur relative du Comité antifasciste juif pendant la guerre, la préparation du *Livre noir* et la création à Vilnius d'un musée juif. Mais ces espoirs disparurent rapidement et la mémoire même de la Catastrophe et sa préservation furent soumises à interdiction. Avec pour toile de fond la lutte contre les « cosmopolites », cette interdiction allait acquérir des formes de plus en plus radicales. En 1948, Mikhoëls fut assassiné, la même année, la publication du *Livre noir* fut définitivement refusée⁴, en 1949, le musée juif de Vilnius fut fermé. Le spectre du « cosmopolitisme » avait été tissé au Kremlin et avait enveloppé tout le pays. Et les Juifs survivants vinrent rapidement compléter la liste infâme des victimes non plus d'une seule, mais de deux dictatures.

Les autorités contrecarraient ou dénaturaient les tentatives de quelques enthousiastes d'apposer des plaques commémoratives pour préserver, au moins sur le plan local, la mémoire des victimes sur les lieux où elles avaient péri, et dans certains cas, ceux-ci étaient même en butte à des poursuites administratives.

Il est inutile de rappeler que l'extermination des juifs a été généralisée sur les territoires occupés, mais c'est seulement à Minsk qu'apparut après la guerre un monument y faisant allusion et portant une inscription en yiddish. À Nevel, il fut ordonné de « rogner » une des six branches de l'étoile de David figurant sur un monument, afin de la transformer en étoile soviétique. Le seul fait d'envisager d'ériger des monuments aux Juifs victimes du nazisme était une faute grave : le

⁴ Voir à ce sujet Altman I. « Istoria i soudba *Tchornoï knigui* » (Histoire et destin du *Livre noir*), « Tchornaïa knigua. O zlodeiskom povsemestnom oubiistve evreev nemetsko-fachistskimi zakhvatchikami vo vremenno okkoupirovannykh raïonakh Sovetskovo Soïouza i v lagueriakh Polchi vo vremia voïny 1945-1945. » (Le Livre noir sur l'extermination scélérate des Juifs par les envahisseurs fascistes allemands dans les régions provisoirement occupées de l'URSS et dans les camps d'extermination en Pologne pendant la guerre de 1941-1945) Sous la direction de V. Grossman et I. Ehrenbourg. Vilnius, 1993, pp. V-VII. *Le Livre noir* est paru pour la première fois en Israël en 1980, puis à Kiev en 1991 et à Vilnius en 1993. En novembre 2014, parut pour la première fois en Russie (chez l'éditeur moscovite Corpus, avec l'aide du portail de financement participatif planeta.ru) une nouvelle édition du *Livre noir*.

savant et inventeur V. Foundator, un des créateurs du fameux char T-34 fut licencié pour son intention d'apposer une plaque dans le shtetl biélorusse de Tchernov, et sept personnes qui avaient projeté d'ériger un monument à Odessa se virent infliger de huit à dix ans de camp pour « création d'une organisation antisoviétique et nationaliste »⁵.

L'antisémitisme des autorités a été démultiplié par le déchaînement du pillage perpétré par une grande partie de la population, qui s'était très bien entendue avec les Allemands. Arrêtons-nous sur la situation qu'ont connue Vilnius et le musée juif de cette ville, les souvenirs de Maria Rolnikaite, qui y revint après sa déportation, fournissent à ce propos des renseignements précieux :

[...] Malheureusement, il ne restait plus grand-chose. La cachette du grenier de l'IVO [Institut de recherche sur la langue yiddish] avait brûlé. Les « vengeurs » SS avaient découvert un autre dépôt de livres lors de leur retraite. Quand l'armée soviétique entra dans la ville, le bûcher de livres brûlait encore. Heureusement qu'il restait ce qui avait été caché dans le bunker du ghetto. Si j'avais vu ce qui s'était passé les premiers jours après la libération ! Les rues, les cours, les maisons abandonnées par les Allemands étaient jonchées de livres, de documents. Dans les boutiques, on faisait des cornets pour la semoule ou le sel avec les pages des livres de prières. À la poste, on y collait les bandes des télégrammes. Pendant des journées entières, ils (quelques-personnes seulement) parcouraient les cours, entraient dans les appartements abandonnés, rassemblaient tout ce qu'on pouvait encore sauver.

Mais il n'y avait pas d'endroit pour conserver ce qu'ils avaient réuni, ils portèrent tout chez Katcherguinski et Soutskever qui s'étaient installés ensemble. Ils voulaient créer immédiatement un Musée juif, mais les autorités ne donnèrent pas l'autorisation. [...] Tout ce qu'ils parvinrent alors à obtenir, ce fut l'autorisation de former au moins un comité pour la sauvegarde des documents auprès du Comité du peuple à l'instruction. Ils sortirent des ballots entiers de documents de la cour du centre de recyclage « Soïouzoutil », sur une charrette à bras car il n'y avait pas d'autre « moyen de transport ». Lorsqu'ils revinrent le lendemain pour emporter les autres, ils n'y en avait plus : les trente tonnes de livres, de manuscrits et de matériaux d'archives que les Allemands n'avaient pas eu le temps d'emporter avaient été expédiées dans une usine de papier pour être recyclées⁶.

Le fait de considérer l'histoire juive et la tragédie juive comme du papier à recycler est un détail significatif :

Notre inquiétude n'était pas infondée. Un jour, en arrivant au musée, j'y trouvais tout le monde très affligé. Lorsque je demandai ce qui s'était passé, Sonia Ginkaite⁷ me tendit un papier. C'était un Arrêté du Conseil des ministres portant

⁵ Pour plus de détails, voir Altman I. *Jertyvy nienavisti. Kholokost v SSSR, 1941-1945*. (Victimes de la haine. La Shoah en URSS de 1941 à 1945). Moscou, 2002, pp. 413-416.

⁶ Rolnikaite M. *Ya doljna rasskazat...* (Je dois raconter), préface d'I. Ehrenbourg, postface et annexes, P. Polian. Ekaterinbourg, 2013, pp. 269-270.

sur la transformation du Musée juif en Musée des traditions populaires.

Au premier instant, je ne compris pas pourquoi « des traditions populaires ». C'était tout à fait autre chose ! Et soudain... Soudain j'eus une illumination : les Allemands utilisaient toujours des euphémismes ! Dans leurs documents, les exécutions s'appelaient « traitement spécial » et les convois expédiés directement à l'extermination c'est-à-dire sans utilisation préalable des condamnés comme force de travail, étaient marqués du label « Retour indésirable ». Et donc, le gouvernement soviétique recourait lui aussi aux euphémismes...

Bien des années plus tard, j'appris que l'arrêté officiel était accompagné d'un ordre oral au directeur du Centre de bibliographie A. Ulpis⁸ de remettre les ouvrages et les manuscrits détenus par le Musée Juif à une papeterie située aux environs de Vilnius à fin de recyclage. Mais Ulpis, qui dissimula son acte y compris à sa famille, n'en fit rien et ordonna de les transporter « provisoirement » au Centre de bibliographie et de les entasser dans la cave. Ils demeurèrent là dans l'illégalité jusqu'au dégel khrouchtchévien. Ce n'est que quand le danger sembla écarté qu'on les en sortit et qu'on les tria. Une partie fut laissée dans les réserves du Centre de bibliographie et le reste transmis à la Bibliothèque de la république. Mais hélas... Au bout de quelque temps, après avoir été sauvés d'Hitler et de Staline, les documents furent envoyés au recyclage par le directeur de la bibliothèque sur sa propre initiative, et la bibliothèque, conformément au droit, toucha en échange 2 kopecks par kilo de papier. Par la suite, ce directeur expliqua qu'il les avait livrés parce qu'ils n'avaient pas été réclamés et ne faisaient que prendre de la place.

Or si ces livres n'avaient pas été réclamés, c'était parce qu'après l'invasion nazie il ne restait en Lituanie que quatre lecteurs yiddish potentiels sur cent. Et aussi, pendant les campagnes stalinienne anti-juives, manifester de l'intérêt envers des livres écrits dans la langue des « cosmopolites sans racines » était lourd de conséquences...⁹

Dans la mesure où le monopole d'État régnait sur la parole imprimée, la censure, en URSS, englobait tout l'écrit. Elle agissait par l'intermédiaire des organismes d'État, mais encore plus par les mécanismes de l'autocensure préventive, capable de s'accorder d'elle-même à la ligne du parti et de fluctuer en fonction de celle-ci.

⁷ Sofia Abramovna Ginkaitė-Chabad (1908-1998), fille d'Abram Ginkas, pharmacien de Panevėžys. Avant la guerre, elle travaillait à Kaunas dans un cabinet d'avocats ; elle parlait parfaitement le lituanien. C'était une nature extraordinairement artistique. Pendant l'occupation de Kaunas, elle se retrouva dans le ghetto d'où elle s'enfuit avec la famille de son frère cadet Miron (dont son neveu, aujourd'hui le metteur en scène de théâtre connu Kama Ginkas). Après la fermeture du Musée juif, elle travailla à la Direction de la protection des droits d'auteur auprès du Soviet des commissaires du peuple de la République soviétique de Lituanie.

⁸ Antanas Ulpis (1904- ?), maître émérite de la culture de la république soviétique de Lituanie. Directeur du Centre de bibliographie de la RSS de Lituanie. Il combattit pendant la guerre dans la 16e Division lituanienne.

⁹ Rolnikaite M. *op. cit.*, pp. 331-333. Le Musée juif de Vilnius fut rouvert le 1er octobre 1989. C'est aujourd'hui le Musée juif d'État de Lituanie, qui porte le nom du Gaon de Vilna.

L'autocensure était évidemment un acte individuel, mais à en juger par les propos de Mikhoëls, président du Comité antifasciste juif, on voit qu'elle a acquis une dimension collective, commune à tous les Juifs. Voici ce qu'il dit à Maria Rolnikaite en lui rendant ses carnets qu'elle lui avait donnés à lire, et mettant par là-même une croix sur leur publication :

Je ne compris même pas tout de suite de quoi il parlait. En fait, il me complimentait : j'étais très observatrice, j'avais décrit tous les événements de façon imagée, il y avait dans le manuscrit de nombreux détails qui s'inscrivaient dans la mémoire. Je voulus expliquer que j'avais simplement noté ce qui nous était arrivé, mais je n'osais pas l'interrompre. Et Mikhoëls se mit alors à dire qu'il n'était pas nécessaire de publier mes carnets en ce moment, que nous ne devons pas nous livrer à des déplorations du passé, mais bâtir une vie nouvelle. Et moins nous fouillerions nos blessures, plus vite nous la construirions¹⁰.

On est en droit de se demander pourquoi le pouvoir soviétique réagissait de façon si vive à toute information véridique sur la Shoah ?

Ilya Altman émet l'hypothèse que l'un des facteurs de politique intérieure décisifs pour expliquer que les mentions de la Shoah aient été filtrées et censurées à ce point était le fait des déportations de peuples entiers par Staline. Ces déportations induisaient un parallèle entre l'URSS et le Troisième Reich sur la question du châtement d'un peuple « pour faute collective ». Et il fallait également éviter les justes reproches de ne rien avoir entrepris de particulier pour sauver les compatriotes juifs. C'est pourquoi, selon lui, un gros cadenas avait été mis sur les deux ethnocides perpétrés l'un par l'Allemagne et l'autre par l'URSS.

Je doute qu'il s'agisse de cela. Le système soviétique ne connaît ni la honte ni la repentance. Les Juifs étaient déjà la bête noire du régime par le seul fait qu'ils détruisaient, par leur « Catastrophe » et l'« Émigration » qui lui était liée, le mythe communiste tant chéri d'un peuple soviétique prétendument uni se battant toujours au coude à coude et triomphant toujours au coude à coude de tous les ennemis.

Et c'est seulement après la chute de l'URSS que la situation s'est modifiée radicalement dans l'espace post-soviétique : la forme la plus dangereuse d'antisémitisme, l'antisémitisme d'État n'y existe plus sous sa forme la plus flagrante (il a été remplacé, il est vrai, par un antisémitisme privé, « privatisé », provenant en

¹⁰ M. Rolnikaite. *op. cit.*, pp. 284-285.

particulier de certains fonctionnaires, mais représentant tout de même leur position personnelle). Des plaques commémoratives aux victimes de la Shoah sont apparues dans une grande quantité de lieux, des représentants haut-placés des États et des régions concernés étaient présents à leur inauguration et des personnalités israéliennes assistaient souvent aux cérémonies.

Mais le plus important est que la bulle du tabou sur la Shoah a éclaté et qu'à la suite de cela, le blocus sur les informations et les archives a été levé. Il s'est avéré (ce qui n'est d'ailleurs pas étonnant) qu'il existe en URSS et dans les États post-soviétiques, des masses énormes d'informations absolument non exploitées. Dans les archives d'État de la Fédération de Russie, c'est le fonds ЧКГ (Fonds P-7021) qui contient les actes et les renseignements les plus organisés sur l'extermination des Juifs vus sous l'angle des régions soviétiques et de certains pays étrangers et parfois de certains camps de concentration avec fréquemment des listes de noms. Dans les archives régionales de chaque région ayant subi l'occupation, il existait des fonds semblables, en général plus détaillés et de première main. Un fonds à part est dédié à la section soviétique du tribunal de Nuremberg (F. P-7445).

Des documents importants furent déposés dans d'autres archives. Par exemple, dans les archives centrales du ministère de la Défense, conservées à Podolsk : des rapports avaient ainsi été déposés dans les archives des unités qui avaient libéré les camps de concentration et les camps de la mort comme Majdanek, Auschwitz, Stutthof, Sobibor, Treblinka et d'autres, ainsi que des villes et localités dans lesquelles la population civile juive avait été exterminée¹¹. Il n'est pas exclu en outre que des documents d'importance aient été entreposés dans la section des documents pris à l'ennemi (f. 500) de l'Archive centrale du ministère de la Défense (TsAMO) et dans les documents du Glavpour. L'accès à ces fonds est encore pour le moment difficile.

Si l'on évoque les documents pris à l'ennemi, il faut mentionner les nombreux fonds contenant des documents de grande importance de l'ancienne « Archive spéciale » (qui fait aujourd'hui partie de l'Archive militaire d'État de Russie). Elle contient une importante partie des papiers personnels des bourreaux. Tous ces documents sont totalement accessibles et pour leur majorité déjà étudiés ou en cours d'étude par les chercheurs.

On ne peut en dire autant des documents et des objets, peut-être tout aussi intéressants, conservés dans les archives du Musée d'histoire militaire du ministère de la Défense de Russie situé à Saint-Pétersbourg. C'est en effet là que se sont retrouvés les objets découverts lors de la libération des camps de concentration par

¹¹ F. D. Sverdlov, un des premiers à y prêter attention, obtint l'autorisation nécessaire et entreprit la publication de tels documents. (cf. Sverdlov F. D., *Dokumenty obviniaïout. Svidetelstva Krasni armii*. (Les documents accusent. Témoignages de l'Armée rouge), Moscou, 1996, 130 p.).

l'Armée rouge : le plus célèbre d'entre eux est sans doute la gourde fendue à l'intérieur de laquelle on découvrit les manuscrits de Zalmen Gradowski, le chroniqueur du Sonderkommando juif d'Auschwitz-Birkenau. Mais la majorité écrasante des fonds et des documents de cette archive n'ont pas encore été introduits dans le circuit de la recherche (en dehors, bien évidemment, de ce qui est exposé).

Des documents fort intéressants se trouvent également dans les Archives d'État de littérature et d'art de Russie, en particulier dans les fonds personnels d'écrivains comme Ilya Ehrenbourg et Vassili Grossman, les auteurs du *Livre noir*.

Signalons aussi l'Archive centrale du Service fédéral de Sécurité de la Fédération de Russie qui contient des informations sur de nombreux criminels de guerre allemands responsables de la Shoah, ainsi que les pièces des procès correspondants. En temps et lieu, des copies d'une grande partie de ces pièces ont été transmises aux archives du Musée Mémorial de la Shoah des États-Unis situé à Washington. C'est là qu'il est le plus commode de les étudier.

Il ne faut pas non plus perdre de vue les archives privées. Dans le cas qui nous occupe, il faut signaler en premier lieu les archives du Centre « Holocauste », comme l'exige le profil de cette institution. Là sont accumulés les souvenirs, la correspondance et d'autres documents des nombreuses et diverses victimes de la Shoah. Mais il va de soi que de nombreux documents demeurent aux mains de particuliers. Tel est le champ que les archives offrent et offriront peut-être aux chercheurs assidus.

PLAN

AUTEUR

Pavel Polian

[Voir ses autres contributions](#)